



UPAP/CPR/GTJP/01/2022 -  
Commission politique et  
Groupe de travail harmonisation politique & juridique  
22 juin 2022 (en distanciel)

Doc n°04  
régulation

## DIRECTIVE POSTALE AFRICAINE

|  |   |
|--|---|
| <b>Objet</b><br><b>Mise à jour de la Directive postale africaine</b> | Résolution n° 18/UPAP/CA/XXXVI/2017<br>portant Régulation postale et décision n°<br>16/UPAP/CP/X/2021 |
| <b>Décision attendue</b>   |   |

### 1.0 Introduction

Dans la perspective d'harmoniser les cadres politiques et réglementaire en vue de la mise en place d'un modèle de régulation unique pour le secteur postal africain, le Conseil d'administration de l'UPAP réuni en sa 36e session ordinaire du 8 au 10 mai à Nairobi au Kenya, a adopté la résolution n° 18/UPAP/CA/XXXVI/2017 relative à la régulation postale qui charge le Secrétariat général de « *proposer une directive postale de portée continentale en s'inspirant des modèles sous-régionaux et internationaux* ».

Aussi, la Conférence des plénipotentiaires réunie en sa 10e session ordinaire à Victoria Falls au Zimbabwe du 24 au 25 juin 2021 a-t-elle pris la décision n° 16/UPAP/CP/X/2021 portant adoption de la Directive postale africaine et fixation de la procédure de mise en vigueur dudit texte.

### 2.0 Procédure de mise en vigueur

Suite à l'adoption par la Conférence, il est prévu de transmettre la Directive à la Commission de l'Union africaine pour approbation par l'organe compétent une fois les modifications nécessaires apportées.

### **3.0 Mise en cohérence avec les normes et objectifs de l'UPU en termes de qualité de service**

Le Secrétariat général a procédé à la mise en cohérence de la Directive postale africaine adoptée en prélude à la transmission à la Commission de l'Union africaine. Le point central des modifications portait sur la mise en conformité avec les normes internationales en accord avec la méthodologie appliquée par l'UPU pour l'évaluation générale de la qualité de service de bout en bout comme souligné (en jaune) dans la Directive jointe en annexe.

### **4.0 Conclusion**

Il est demandé au Groupe de travail politique et juridique de prendre note et de valider la Directive africaine modifiée avant de la transmettre au président de la CUA pour suite à donner suivant la recommandation de la Conférence réunie en sa 10e session ordinaire à Victoria Falls au Zimbabwe du 24 au 25 juin 2021.



## **Directive postale africaine**

### **PREAMBULE**

L'Union panafricaine des postes (UPAP) est une institution spécialisée de l'Union africaine chargée de piloter le développement des services postaux en Afrique. La nécessité d'accomplir cette mission inspira les Chefs d'État et de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine (actuellement l'Union Africaine) à prendre la décision en 1977 qui donna naissance à l'UPAP le 18 janvier 1980. Ainsi, la présente Directive élaborée par l'UPAP est destinée à permettre aux États africains de conforter le rôle du secteur postal comme infrastructure clé au cœur de leur développement économique.

Face au vent de changements rapides et radicaux qui souffle actuellement sur le paysage des affaires, il est impérieux d'envisager des stratégies et politiques ainsi que des solutions intelligentes harmonisées.

Les services postaux ont depuis toujours constitué un moteur de l'économie et un vecteur important de celle-ci. En effet, la poste constitue un immense réseau de communication. Elle a par ailleurs toujours caractérisé la présence de l'État dans les zones les plus reculées du territoire, notamment en assurant les services administratifs et autres fonctions essentielles.

Le réseau postal constitue à ce titre une infrastructure essentielle d'accès aux services essentiels pour les habitants des zones urbaines et rurales. Le secteur postal est par ailleurs reconnu comme acteur clé à la réalisation de l'Agenda 2063 de l'UA et aux objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. Le secteur postal peut en effet être un acteur décisif dans l'atteinte de l'ODD 8 par la promotion de l'inclusion financière, de l'ODD 9 par l'interconnectivité postale (accessibilité), de l'ODD 11 par la résilience accrue du secteur face aux catastrophes naturelles, et l'ODD 17 par la facilitation de l'accès à l'Internet en tirant parti des paramètres sous-jacents (fiabilité, accessibilité, pertinence et résilience).

Le rôle de l'État vis-à-vis de l'obligation de service universel (SPU) s'affirme plus clairement. En effet, les Gouvernements ont défini le service postal universel et veillent en plus à le réviser régulièrement au regard des besoins de la clientèle, de l'évolution du marché et des ruptures technologiques.

Dans l'intervalle, les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont révolutionné les communications sociales et commerciales, entraînant ainsi une forte baisse des volumes d'échange des lettres classiques. L'évolution accélérée de la numérisation des produits et services postaux pose la question du choix d'un dispositif de régulation adapté et de l'organisation du marché.

Qui plus est, les avancées technologiques ont induit des bouleversements conséquents du secteur. Ainsi, le

commerce électronique a non seulement connu un essor fulgurant, mais il s'est également mué en commerce mobile (m-commerce) porté par les technologies mobiles.

## CHAPITRE 1<sup>ER</sup> :

### DEFINITIONS

Aux fins de la présente Directive, les définitions sont tirées des Actes de l'Union postale universelle qu'adoptés par ses Pays membres au cours des différents Congrès.

Ainsi on entend par :

- a. **Service postal universel (SPU)** : la prestation permanente aux clients de services postaux de base de qualité, en tout point du territoire d'un pays, à des prix abordables ;
- b. **Services postaux de base** : Il s'agit de :
  - envois prioritaires et non prioritaires de lettres, cartes postales et imprimés jusqu'à 2 kilogrammes ;
  - envois prioritaires et non prioritaires de petits paquets (poste aux lettres accompagnée de marchandises) jusqu'à 2 kilogrammes ;
  - envois pour les aveugles (marchandises, documents) jusqu'à 7 kilogrammes ;
  - sacs spéciaux chargés de journaux, de périodiques, de livres et de tout document imprimé assimilé, destiné au même destinataire et à la même adresse, dénommés « sacs M », jusqu'à 30 kilogrammes
- c. **Services à valeur ajoutée/services complémentaires : Il s'agit de :**
  - Enregistrement (obligatoire) des envois de la poste aux lettres ;
  - Suivi de la distribution des envois de la poste aux lettres, service facultatif applicable à la fois aux marchandises et aux documents jusqu'à 2 kilogrammes ;
  - Assurance (facultative) des envois de la poste aux lettres ;
  - Assurance (facultative) des colis postaux.
- d. **Services facultatifs Il s'agit de :**
  - Colis ECOMPRO (produit de commerce électronique) : service prioritaire mais facultatif de la catégorie des colis postaux ;
  - EMS - Expedited Mail Service (service de courrier accéléré) ;
- e. **Autres services : Il s'agit de services complémentaires à savoir :**
  - Les services financiers postaux ;
  - La logistique à l'intérieur du pays ;
  - Les partenariats avec des supermarchés/restaurants pour la distribution des achats en ligne ;
  - Le paiement mobile des pensions ;
  - Le transport des passagers / location autobus (cars postaux) ;
  - Les services de collecte/levée et de distribution ;
  - Le paiement à domicile des pensions ;
  - Le transport de matériel humanitaire à destination des zones nécessiteuses ;

- le transport d'échantillons à analyser de différents endroits vers le laboratoire national ;
  - l'usage d'avions cargos ;
  - le télétravail pour le personnel non essentiel,
  - la production de masques pour le personnel et la mise en vente, etc. ;
- f. **Point d'accès** : les installations physiques (boîtes aux lettres, locaux du prestataire du service universel), où les envois postaux peuvent être déposés et retirés par des utilisateurs ;
- g. **Opérateur prestataire de service universel** : toute entité gouvernementale ou non gouvernementale désignée officiellement par l'Etat membre pour assurer l'exploitation des services postaux et remplir les obligations de service universel fixés par les Actes de l'Union postale universelle sur son territoire ;
- h. **Levée** : toute opération consistant à collecter les envois postaux déposés aux points d'accès ;
- i. **Distribution** : tout processus de traitement au centre de distribution et de remise des envois aux destinataires ;
- j. **Services réservés** : les services susceptibles d'être réservés par chaque État membre aux prestataires de service universel, dans les conditions définies par la présente Directive, aux fins du maintien et du développement du service postal universel dans l'espace communautaire ;
- k. **Autorisations et licences** : actes de l'autorité réglementaire fixant les droits et les obligations spécifiques du secteur postal et permettant aux entreprises d'offrir des services postaux non réservés ;
- l. **Autorité nationale de régulation** : l'organisme auquel l'Etat membre confie les fonctions de régulation en application de la présente Directive et de la législation nationale sur le secteur postal ;
- m. **Expéditeur** : toute personne physique ou morale à l'origine des envois postaux ;
- n. **Destinataire** : toute personne physique ou morale à laquelle est adressée des envois postaux ;
- o. **Utilisateur** : toute personne physique ou morale bénéficiaire d'une prestation de services postaux en tant qu'expéditeur ou de destinataire

## CHAPITRE II :

### 1.0 OBJECTIFS ET CHAMP D'APPLICATION DE LA DIRECTIVE

La présente Directive postale africaine a pour objet de consolider le principe de l'unicité du territoire postal africain, en garantissant la prestation harmonisée, durable et de qualité du service universel sur le continent. Elle vise par ailleurs à concilier une libéralisation concertée, graduelle et maîtrisée du marché postal en Afrique avec la viabilité des opérateurs prestataires du service postal universel.

**La Directive établit les principes communs au secteur postal africain pour notamment :**

- la définition des éléments constitutifs du service postal universel au niveau continental ;
- la définition de mécanismes possibles de financement du service postal universel ;
- les conditions régissant la prestation des services non réservés ;
- un schéma directeur de conception de la régulation postale ;
- les principes pour l'accès à l'infrastructure réseau des opérateurs postaux désignés par des opérateurs postaux non désignés ;
- la gestion des informations.

## CHAPITRE III :

### 2.0 LE SERVICE POSTAL UNIVERSEL

#### A. Les caractéristiques du service postal universel

##### 2.1 Le périmètre du service universel intra-africain

Au-delà du principe de l'unicité du territoire postal inscrit dans la Convention de l'Union postale universelle, et conformément à la vision de l'UPAP, les États membres adoptent les mesures nécessaires pour que les populations africaines aient accès au moins aux services postaux de base énumérés au chapitre 1 ci-dessus.

##### 2.1.1 La politique d'accès au service universel

La politique d'accès au service postal universel vise à réaliser la mise en place d'infrastructures et services postaux accessibles, abordables, équitables, de qualité et efficaces dans le but de réduire l'exclusion postale.

##### i) La politique d'accès universel vise à atteindre les objectifs ci-après :

- a. garantir un accès abordable et équitable aux infrastructures et services postaux au niveau de chaque communauté du pays ;
- b. favoriser l'inclusion sociale, et la croissance économique ;
- c. mobiliser les ressources disponibles dans les politiques, la réglementation et le financement pour garantir un accès efficace et généralisé aux services postaux au niveau communautaire ;
- d. accroître les possibilités de partage d'informations et d'acquisition de connaissances ;
- e. dynamiser la coopération entre pays africains et sur le plan international ;

Le réseau doit de ce fait être suffisamment étendu pour répondre à la demande. La couverture géographique qu'il offre doit cependant s'appuyer sur des modes de présence suffisamment flexibles pour assurer la pérennité de l'entreprise prestataire du service universel.

##### ii) L'accès au service postal universel est ainsi évalué à partir des critères suivants :

- a. la superficie moyenne couverte ou le nombre d'habitants par un point d'accès, en prenant en compte les conditions géographiques et démographiques de chaque pays ;
- b. le niveau d'accès au service postal ; le pourcentage des habitants ayant accès au service postal ne devrait pas être en deçà de 50% ;
- c. l'accès à la réception de courrier par la majorité des utilisateurs potentiels : assurer la collecte et la distribution des lettres et colis au moins cinq jours ouvrables par semaine.
- d. l'accès à un service identique aux utilisateurs en situations comparables.
- e. l'accès à un service disponible sans discrimination, sous quelque forme que ce soit, notamment pour des considérations d'ordre politique, religieux ou idéologique.

##### iii) Qualité des services postaux

Les critères et les normes liés à la qualité de service doivent être clairement définis. Ces normes évoluent avec le temps et doivent être alignées sur les normes internationales conformément à la méthodologie appliquée par l'UPU pour l'évaluation générale de la qualité de service de bout en bout. Le niveau minimum de la norme internationale E2E entre les régions est de six jours ouvrables et le niveau maximal est de 11 jours ouvrables.

Normes de transmission de bout en bout en Afrique.

|                      | 1                | 2                | 3               | 4                | 5                  |
|----------------------|------------------|------------------|-----------------|------------------|--------------------|
| Région géographiques | Afrique centrale | Afrique de l'Est | Afrique du Nord | Afrique australe | Afrique de l'Ouest |
| Afrique centrale     | 8                | 9                | 9               | 9                | 9                  |
| Afrique de l'Est     | 9                | 8                | 9               | 9                | 9                  |
| Afrique du Nord      | 9                | 9                | 8               | 9                | 9                  |
| Afrique australe     | 9                | 9                | 9               | 8                | 9                  |
| Afrique de l'Ouest   | 9                | 9                | 9               | 9                | 8                  |
|                      |                  |                  |                 |                  |                    |

Normes de transmission de bout en bout entre la région Afrique et les autres régions du monde

|                      | 6                  | 7                  | 8              | 9             | 10           | 11              | 12          | 13              | 14             | 15               | 16         | 17          | 18         |
|----------------------|--------------------|--------------------|----------------|---------------|--------------|-----------------|-------------|-----------------|----------------|------------------|------------|-------------|------------|
| Région géographiques | Amériques-Caraïbes | Amériques-centrale | Amériques-Nord | Amériques-sud | Asie – Arabe | Asie – centrale | Asie – Nord | Asie – australe | Asie – Océanie | Asie – Pacifique | Europe-Est | Europe-Nord | Europe-sud |
| Afrique centrale     | 11                 | 11                 | 10             | 11            | 11           | 11              | 11          | 11              | 10             | 11               | 11         | 10          | 10         |
| Afrique de l'Est     | 11                 | 11                 | 10             | 11            | 11           | 11              | 11          | 11              | 10             | 11               | 11         | 10          | 10         |
| Afrique du Nord      | 11                 | 11                 | 10             | 11            | 11           | 11              | 11          | 11              | 10             | 11               | 11         | 10          | 10         |
| Afrique australe     | 11                 | 11                 | 10             | 11            | 11           | 11              | 11          | 11              | 10             | 11               | 11         | 10          | 10         |
| Afrique de l'Ouest   | 11                 | 11                 | 10             | 11            | 11           | 11              | 11          | 11              | 10             | 11               | 11         | 10          | 10         |

L'UPAP devrait mesurer périodiquement le niveau de qualité de la prestation du service universel offerte aux utilisateurs et rendre compte des résultats aux États membres.

#### iv) Fixation des tarifs

Les Gouvernements devraient veiller à ce que les prix de chacun des services relevant du service universel soient abordables afin que tous les utilisateurs aient accès aux services offerts. Pour se faire, les États membres devraient fixer un plafond de prix pour garantir des services postaux de base à un prix abordable.

La fixation des tarifs des services postaux de base pourrait s'appuyer sur la comptabilité analytique des opérateurs prestataires du service universel notamment sur les coûts inhérents à l'offre de ces services.

En l'absence d'un système de comptabilité analytique actualisé, les prix peuvent toujours être fixés par voie d'indexation et de comparaison avec des substituts acceptables.

## **B. Le financement du service postal universel**

La loi postale devrait établir des mécanismes financiers pour soutenir l'accès au service universel. Cela pourrait se traduire par des subventions, des partenariats public-privé (PPP), le financement public et la création d'un Fonds de service universel.

La loi prévoit notamment que le financement ou les subventions accordées par l'Etat doivent être ciblés, précis et accordés de manière transparente, non discriminatoire, peu coûteuse et neutre sur le plan de la concurrence.

Un financement implicite pour les interventions d'accès et de service universels par le biais de frais de compensation inter-opérateurs, de frais de déficit d'accès et d'autres sources indirectes peut être envisagé.

L'application de tarifs préférentiels ou réduits pour obtenir un accès de bonne qualité dans les écoles, cliniques, télé-centres ou autres points d'accès communautaires ou pour les utilisateurs handicapés peut également être envisagée.

Des financements pourraient être accordés à des opérateurs ou à des projets pour étendre l'infrastructure postale, encourager l'entrée sur le marché et faciliter le déploiement initial des infrastructures et des services. Cela ne devrait cependant pas créer des dépendances à long terme de ce financement.

Dans la mesure du possible des services peuvent être réservés par les États membres. Ces services concernent la levée, le tri, le transport et la distribution des envois de correspondance intérieure et de colis postaux, courrier accéléré ou non. Ces services doivent être mis en cohérence avec les conditions internationales en vigueur, selon les décisions de l'Union postale universelle, telles que révisées le cas échéant.

## **CHAPITRE IV :**

### **3.0 CONDITIONS APPLICABLES AUX SERVICES POSTAUX NON RESERVES**

Les États membres peuvent accorder des permis et des licences individuelles pour l'exploitation des services postaux non réservés qui ne relèvent pas du service postal universel.

Les États membres conviennent que l'octroi de permis ou de licences peut être subordonné au versement d'une contribution au fonds de financement du service postal universel, lorsque l'Etat membre décide d'en créer un au niveau national. Il est par ailleurs subordonné à l'obligation de ne pas porter atteinte aux droits d'exclusivité accordés au prestataire du service postal universel.

Les États membres mettent en place, par le biais du Secrétariat général de l'UPAP, des procédures harmonisées pour l'octroi d'autorisations ou de licences pour l'exploitation des services non réservés ne relevant pas du service postal universel.

Les autorités nationales de régulation sont chargées de l'octroi de permis et de licences sur leur territoire national en appliquant les procédures harmonisées continentales y relatives.



## **CHAPITRE V :**

### **4.0 DESIGNATION DE L'OPERATEUR PRESTATAIRE DE SERVICE UNIVERSEL**

Chaque État membre prend des mesures pour assurer le service universel, notamment les obligations de service universel et l'identification du prestataire chargé de les remplir.

L'État membre définit, dans une convention ou un cahier des charges de concession, les obligations à la charge du prestataire du service universel.

#### **4.1 Le prestataire du service universel doit notamment remplir les conditions suivantes :**

- a. La garantie de l'inviolabilité des envois postaux qui lui sont confiés ;
- b. La sécurité des envois et des installations ouvertes aux utilisateurs des services postaux ;
- c. Un service respectant les exigences essentielles en matière d'accessibilité sur le territoire national, ainsi qu'en matière de qualité et de fixation des prix ;
- d. Un service identique aux utilisateurs en situations comparables ;
- e. Un service sans discontinuité et sans discrimination, sauf en cas de force majeure, n'obéissant pas en l'occurrence à des raisons politiques, religieuses ou idéologiques ;
- f. Un service susceptible d'évoluer au regard de l'évolution de l'environnement économique, social et technologique ainsi que des besoins des utilisateurs ;

#### **4.2 La convention ou le cahier des charges de concession devrait préciser, entre autres, les éléments suivants :**

- a. la nature, les caractéristiques et les zones de couverture du réseau ;
- b. les conditions de garantie de la continuité, de la disponibilité, de la qualité du service, de la neutralité, de la sécurité et de l'accessibilité aux services offerts ;
- c. la nature et les caractéristiques des services offerts ;
- d. les dispositions techniques d'accès au réseau ;
- e. la fixation des tarifs applicables aux services relevant du service universel ;
- f. les modalités d'exploitation garantissant une concurrence loyale ;
- g. les relations avec les utilisateurs et les autres opérateurs postaux ;
- h. la durée, les modalités de suspension, d'annulation et de renouvellement de la concession ;
- i. la tenue d'une comptabilité analytique permettant de fixer les coûts des prestations relevant du service universel.

Le prestataire désigné est rémunéré par l'exploitation du service universel, qui lui donne le droit de percevoir des redevances auprès des utilisateurs du service.

## **CHAPITRE VI :**

### **5.0 LA REGULATION POSTALE**

Le principal objectif de la régulation est de créer un environnement favorable à la promotion d'un marché efficace au travers d'une concurrence loyale, dans un cadre réglementaire couvrant les activités des différents acteurs, à savoir, les opérateurs, les services offerts, les utilisateurs et le régulateur, le tout en tenant compte de la nécessité de garantir et de préserver les objectifs du service postal universel.

Les États membres prennent les dispositions nécessaires pour favoriser l'émergence d'un marché postal continental intégré. Ils édictent à cet effet des règles communes pour réguler le marché postal en Afrique. Les États membres s'engagent de ce fait à ce qu'une autorité nationale autonome soit chargée de réguler le marché postal national.

Les États membres s'accordent à cet effet à créer les conditions nécessaires pour que cette autorité exerce ses attributions en toute indépendance.

Les États membres veillent à ce que les autorités nationales de régulation aient principalement pour attributions de :

#### **5.1 Assurer la prestation d'un service postal universel de qualité.**

- a. Définir des normes de qualité de service et des prix des services de base.
- b. Définir les critères pour le développement et l'extension du service postal universel en fonction de l'environnement technologique, économique et social du pays, ainsi que de l'évolution des besoins des utilisateurs des services postaux.
- c. Assurer le suivi du fonctionnement des mécanismes établis pour le financement du service postal universel (utilisation du fonds de compensation et affectation des subventions de l'Etat).
- d. Mettre en place un mécanisme de contrôle et de suivi de la provision du service postal universel par l'opérateur en charge des obligations du service universel.

#### **5.2 Créer un environnement concurrentiel permettant de renforcer la pertinence et la viabilité du réseau postal**

- a. Favoriser une concurrence loyale en édictant des règles garantissant la transparence et l'équité.
- b. Conduire des enquêtes pour déterminer le niveau de satisfaction des utilisateurs des services postaux et enjoindre les opérateurs postaux à répondre le mieux possible aux besoins des utilisateurs.
- c. Assurer une rémunération équitable du prestataire du service postal universel, qui devra progressivement tenir compte des coûts encourus.
- d. Donner son avis sur les prix des services faisant partie de l'offre du service postal universel et encourager la mise en place par l'opérateur prestataire du service universel d'un système de comptabilité permettant la détermination des coûts encourus.
- e. Favoriser le partenariat entre opérateurs notamment dans l'accès au réseau postal.

#### **5.3 Protéger les intérêts des utilisateurs**

- a. Mettre en place un mécanisme d'information sur les performances des opérateurs postaux à l'intention du Gouvernement et des utilisateurs des services postaux.
- b. Traiter les réclamations des utilisateurs à l'endroit des opérateurs notamment en cas de perte, de vol, de détérioration ou de non-respect des normes de qualité de service.
- c. Régler équitablement les litiges en prévoyant, lorsque cela se justifie, un système de remboursement et/ou de dédommagement.

Chaque État membre peut fixer, dans le respect des dispositions de la présente Directive, d'autres attributions conformément à sa situation nationale.

Les États membres conviennent de la nécessité d'établir des contacts entre les autorités nationales de régulation des États membres de l'UPAP et d'échanger les meilleures pratiques.

#### **5.4 Assurer la sécurité**

- a. Veiller à la sécurité publique et à la promotion de la morale.
- b. Prévenir les risques liés à la dégradation des valeurs.

### **CHAPITRE VII :**

#### **6.0 MODALITES D'ACCES PAR LES OPERATEURS NON-DESIGNES AUX INFRASTRUCTURES RESEAU DES OPERATEURS DESIGNES**

La concurrence développée sur le marché de la poste aux lettres concerne surtout les services de livraison de bout en bout proposés par des opérateurs ayant créé leur propre réseau de distribution leur permettant de livrer directement aux destinataires.

Dans le but d'éviter toute forme d'abus de position dominante par les opérateurs du service universel, les États membres conviennent de la mise en place de règles d'accès au réseau de ces prestataires, dans le cadre desquelles les autres opérateurs transmettent les lettres après tri préalable au prestataire du service universel aux fins de distribution finale.

Les États membres s'engagent dans le même esprit à traiter les cas de :

- i) ~~remises illicites accordées à la clientèle commerciale ;~~
- ii) compression des marges et tarification abusive/prédatrice ;
- iii) imposition de conditions drastiques d'octroi de licence pour les nouveaux entrants sur le marché postal.

### **CHAPITRE VIII :**

#### **7.0 DISPOSITIONS FINALES**

##### **7.1 Gestion des informations**

Le Secrétariat général de l'UPAP présente au Conseil d'administration et à la Conférence des Plénipotentiaires, selon une périodicité à fixer par le Conseil, un rapport portant sur l'analyse du marché postal du continent africain et proposer, le cas échéant, des dispositions susceptibles de faire évoluer la présente Directive et la mettre en conformité avec les exigences de l'évolution du marché postal.

Chaque État membre peut entreprendre cette analyse sur son territoire, selon la périodicité qu'il se fixe. L'État membre peut mettre les résultats de l'analyse de son marché local à la disposition du Secrétariat général de l'UPAP, pour diffusion aux autres États membres, dans le cadre bien compris d'un partage de connaissances.

Les États membres se réservent le droit de fixer des règles restrictives pour la diffusion des résultats obtenus, en dehors des instances habilitées de l'UPAP.

## **7.2 Maintien ou instauration de mesures plus libérales**

Les États membres s'engagent à assurer la mise en conformité avec la présente Directive, leurs dispositions législatives, réglementaires et administratives.

Un État membre peut maintenir ou introduire des mesures plus libérales que celles prévues par la présente Directive. De telles mesures ne doivent pas être moins favorables que celles contenues dans les Actes de l'UPU et la Convention de l'UPAP.

## **7.3 Procédure d'adoption et d'entrée en vigueur**

La présente Directive continentale est d'abord soumise à l'adoption de la Conférence des Plénipotentiaires de l'UPAP avant d'être ensuite transmise à l'UA, pour approbation par l'organe compétent.

Elle entre en vigueur le trentième jour suivant celui de sa publication par le Secrétariat général de l'UPAP.

Elle devient obligatoire pour tous les pays africains membres de l'UA et pas seulement de l'UPAP.

## **7.4 Modification**

Tout État membre peut soumettre une proposition écrite d'amendement de la présente Directive au Secrétariat général qui la communique à tous les États membres dans les six (6) mois avant la tenue de la Conférence.

Les modifications sont adoptées à la majorité des deux tiers des États membres présents et votants lors d'une session de la Conférence avant leur transmission à la Commission de l'Union africaine, pour approbation définitive par l'organe compétent.

